

## LES FAITS MARQUANTS DE LA CDP 8 DE LA CLD: LUNDI 3 SEPTEMBRE 2007

La huitième session de la Conférence des Parties (CdP 8) à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CLD) s'est ouverte au Palais des Congrès à Madrid, Espagne, lundi 3 septembre 2007. Après une cérémonie de bienvenue organisée sous l'égide des Prince et Princesse héritiers d'Espagne, la première réunion plénière de cette session de deux semaines a entendu les déclarations liminaires des représentants des groupes régionaux, des agences et organismes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales.

### LA CEREMONIE D'OUVERTURE

La CdP 8 a été déclarée ouverte à 12 h 03. Dans son allocution d'ouverture, Grégoire de Kalbermatten, le responsable en charge du secrétariat de la Convention, a souhaité la bienvenue au Prince et à la Princesse des Asturies, a rendu hommage à l'Ex-Secrétaire exécutif de la CLD, Hama Arba Diallo et a déclaré que la CdP 8 est un moment important de l'évolution de la CLD, compte tenu des récents événements climatiques et des progrès accomplis dans l'élaboration de la stratégie de mise en œuvre de la CLD.

David Mwiraria (Kenya), président de la CdP 7, a rendu hommage à Diallo. Il a ensuite mis en exergue le plan stratégique décennal et les programme et budget au titre de 2008-2009 comme étant deux des points les plus importants devant être traités à la CdP 8.

Alberto Ruiz Gallardón, maire de Madrid, a souhaité aux participants la bienvenue à Madrid et a parlé du modèle de ville adapté à la lutte contre la désertification, qui vise à améliorer la qualité de vie, à impulser l'utilisation efficace de l'eau et à accroître les espaces verts de Madrid.

Cristina Narbona, ministre espagnole de l'environnement, a indiqué que son pays a doublé son APD et a accru son soutien en faveur de l'Afrique, et qu'il s'est engagé à soutenir davantage les pays touchés, dans leurs efforts de lutte contre la désertification. Elle a appelé à l'exploration de nouveaux instruments financiers et de nouvelles initiatives permettant d'impulser la mise en œuvre de la Convention, à la CdP 8.

Felipe de Borbón, Prince des Asturies, a souhaité aux participants la bienvenue en Espagne, a parlé des efforts fournis, de longue date, par l'Espagne pour combattre l'érosion des sols, et a décrit les liens locaux et mondiaux quant aux causes à l'origine du problème de la désertification et aux solutions devant lui être apportées.

### LA PLENIERE D'OUVERTURE

Le président de la CdP 7, Mwiraria, a déclaré ouverte la CdP 8. Les délégués ont élu par acclamation le ministre Narbona comme président de la CdP 8. Le responsable du secrétariat, Kalbermatten, a donné un aperçu du travail accompli par le secrétariat depuis la CdP 7. Il a fait état du rôle du président Moore dans la réussite de la

cinquième session du CRIC et a déclaré que le secrétariat aspire à un renforcement de la coopération avec le Mécanisme mondial (MM).

**ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET DE L'ORGANISATION DES TRAVAUX:** Le président de la CdP 8, Narbona, a invité les délégués à examiner le document concernant l'Adoption de l'ordre du jour et de l'organisation des travaux (ICCD/COP(8)/1 et Corr.1) et a fait état de deux modifications proposées par le Bureau: un nouveau sous-article à ajouter au point 14 de l'ordre du jour (AIDD) concernant la décennie des déserts et de la lutte contre la désertification (2010-2020); et un point 10 de l'ordre du jour rebaptisé (unités de coordination régionales, UCR). L'ordre du jour a été adopté comme révisé oralement.

### ELECTION DES MEMBRES DU BUREAU AUTRES

**QUE LE PRESIDENT:** Le président Narbona a invité les délégués à élire neuf vice-présidents et le président du Comité sur la science et la technologie (CST). La CdP a élu Sem Shikongo (Namibie), Siddarth Behura (Inde), Khaled al-Sharaa (Syrie), Jii Hlavacek (République tchèque), Yurie Kolmaz (Ukraine) et Mary Rowen (Etats-Unis d'Amérique). Le secrétariat a signalé que le Groupe des pays d'Amérique Latine et des Caraïbes avait nommé Trinité et Tobago et l'Uruguay, mais que les noms des représentants n'ont pas été encore fournis au Bureau. L'Ouganda a indiqué que la Tunisie présenterait le nom du second représentant africain. Les délégués ont élu William Dar (Philippines) comme président du CST et ont noté que Franklin Moore (Etats-Unis) a été élu président des CRIC 5 et 6.

Les délégués ont ensuite établi une Grande commission (GC). Le président Narbona a indiqué que le Bureau avait modifié le programme de travail de la GC pour donner davantage de temps à la discussion du point 9 de l'ordre du jour (suivi de l'UIM et de l'élaboration de la stratégie). La discussion de ce point et du point 6 de l'ordre du jour (UCR) commencera mardi matin 4 septembre et la discussion des programme et budget commencera vendredi 7 septembre.

**VÉRIFICATIONS DES POUVOIRS DES ORGANISATIONS ET ADMISSION DES OBSERVATEURS:** Les délégués ont adopté le document concernant la vérification des pouvoirs des organisations intergouvernementales et non gouvernementales et l'admission des observateurs (ICCD/COP(8)14 et Add.1), sans observations.

**DECLARATIONS DES PARTIES, DES AGENCES ET DES OBSERVATEURS:** Dans leurs allocutions liminaires, les délégations ont rendu hommage au travail accompli par l'Ex-Secrétaire exécutif Diallo. Plusieurs d'entre elles ont également fait part de leur volonté de travailler ensemble de manière cordiale et constructive durant la CdP 8.

Le PAKISTAN, au nom du G-77/Chine, a indiqué que le Groupe est satisfait des progrès accomplis par la CLD. Le délégué a accueilli favorablement le travail accompli par le Groupe de travail intergouvernemental intersession (GTII), a fait part de son appui en faveur du MM en tant qu'instrument utile et a exprimé sa croyance qu'un Secrétariat amélioré améliorera la mise en œuvre

de la CLD. Il a appelé les pays industrialisés à honorer les obligations qui sont les leurs en fournissant des ressources financières adéquates aux pays en développement et a invité le FEM à renforcer son domaine de mobilisation relatif à l'érosion des terres et à lui affecter davantage de ressources dans la prochaine reconstitution des fonds. Il a également appelé les parties à adopter les programmes et budget du secrétariat au titre de 2008-2009. Il a souligné l'importance de l'intégration de la mise en œuvre de la CLD dans les programmes d'adaptation aux changements climatiques. Il a déclaré être d'avis qu'avec la mise en place du plan stratégique décennal, la CdP 8 sera une conférence historique.

Le PORTUGAL, au nom de l'Union européenne, de la Turquie et de la Croatie, a souligné l'importance de la désertification et de la sécheresse en Europe. Il a affirmé que le soutien politique en faveur de la CLD requiert une approche plus rationalisée et plus stratégique, ce qui ne pourrait être réalisé que si le plan stratégique décennal était adopté. Il a noté que la CdP est à une phase décisive et que son cadre institutionnel doit être déterminé. Il a appelé à une interaction plus forte avec d'autres Conventions de Rio.

La BIELORUSSIE, au nom du Groupe des pays d'Europe centrale et orientale, a affirmé l'appui de sa région en faveur du plan stratégique et a souligné le besoin de ressources financières importantes. Il a appelé à un renforcement des activités du FEM et à une amélioration du rôle du MM dans la mobilisation des ressources. Il a exprimé l'espoir de voir le CRIC être retenu comme une institution au sein de la CLD et présenter des recommandations claires et précises à la CdP. Il a appelé à des réformes permettant d'accroître l'importance du travail scientifique mené par le CST.

L'OUGANDA, au nom du Groupe africain, a déclaré que la CdP 8 devrait se concentrer sur les stratégies pour l'amélioration de la mise en œuvre de la Convention et qu'elle devrait accroître, de manière importante, les ressources destinées au secrétariat. Le délégué a accueilli avec satisfaction les conclusions du GTII et du Groupe de travail spécial sur l'élaboration des rapports nationaux, et a suggéré que la CdP 8 mandate le secrétariat de faciliter la production de directives concernant la communication des données, en vue de les mettre à disposition d'ici la CdP 9. Il a également souligné l'importance du programme de travail du CST et des dispositions relatives aux UCR.

Le PARAGUAY, au nom du Groupe Amérique Latine et Caraïbes, s'est félicité du travail accompli par le GTII, et a souligné la nécessité de financer la mise en application du plan stratégique décennal. Il a apporté son appui aux modalités suggérées dans le projet de plan, notamment le renforcement du CST et du CRIC ainsi que le renforcement des programmes régionaux. Il a souligné la nécessité d'un budget suffisant pour le secrétariat et a appelé l'ensemble des parties à adopter des mesures ayant rapport avec l'adaptation aux changements climatiques.

MYANMAR, au nom de l'Asie et du Pacifique, a affirmé que le plan stratégique décennal "ouvre la voie à un engagement renouvelé des parties prenantes." Le délégué a encouragé les parties: à déterminer des objectifs permettant d'optimiser la communication des données et le processus de surveillance et d'identifier les goulets; à établir un mécanisme d'échange d'information au sein de la Convention; et à donner un statut permanent au CRIC. Il a appelé à une collaboration élargie entre le secrétariat et le MM et a fait part de l'intérêt de son pays dans le suivi de la question d'une gestion fondée sur des résultats ainsi que de son appui en faveur d'un cycle quadriennal pour la soumission des rapports, dans lequel toutes les parties soumettent leurs rapports de manière simultanée.

Le CANADA a imploré les parties à réaliser des résultats et des progrès à la CdP 8. Le délégué a souligné que la CdP 8 est une session pivot qui représente une occasion de travailler ensemble pour mettre la CLD sur la voie des progrès mesurables, ce qui, a-t-il précisé, ne sera possible que si nous "mettons le passé derrière nous et regardons vers l'avenir." Il a mis en exergue "la qualité avant la quantité" et a déclaré que le passage à une approche fondée sur les résultats sera la clé. Il a indiqué que le soutien du plan stratégique décennal et l'engagement en faveur de son adoption seront une mesure critique de la réussite de cette CdP et un facteur déterminant dans la détermination, par son pays, de la valeur de sa participation future.

Le représentant du Programme des Nations Unies pour l'environnement a décrit les activités de son organisation pour le soutien de la mise en œuvre de la CLD, y compris: la célébration de l'édition 2006 de la Journée mondiale de l'environnement avec le thème des déserts et de la désertification; l'élaboration et la mise en œuvre des projets; et l'élaboration d'indicateurs applicables à l'érosion des sols et à la désertification. Il a souligné l'importance de la compréhension, de l'atténuation et de l'adaptation aux changements climatiques et les liens avec la lutte contre la désertification. L'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture a suggéré des mesures permettant d'améliorer l'intégration des activités des programmes d'action nationaux avec les programmes de développement gouvernementaux, et a encouragé la promotion des partenariats pour un financement à grande échelle.

L'Organisation météorologique mondiale (OMM) a présenté un rapport sur la réunion organisée par l'OMM en 2006 sur le climat et la désertification, durant laquelle les participants ont émis des recommandations pour une utilisation efficace des données climatiques aux fins de mieux comprendre la manière dont le climat influence et induit l'érosion des sols. Le représentant de la Stratégie internationale pour la réduction des catastrophes a indiqué que le Cadre d'action Hyogo de 2005 cherche à bâtir des capacités de résistance des communautés et des pays aux risques, tels que la sécheresse, qui peuvent affaiblir les moyens d'existence et le développement durable.

La Fundación IPADE, Espagne, au nom des ONG, a noté que la désertification est en train de causer pauvreté et conflits dans les pays. La représentante a appelé les donateurs à contribuer par des ressources financières nouvelles et supplémentaires et a affirmé que la mise en application du plan stratégique décennal était la "dernière chance." L'UICN, Union internationale pour la conservation de la nature, a souligné le besoin de mieux comprendre les approches de gestion communautaire et a exprimé l'espoir de voir la CdP 8 accorder une "meilleure attention" à l'implication de la société civile.

### DANS LES COULOIRS

Dans leurs réunions du matin, les groupes régionaux ont examiné la nomination par le Secrétaire Général Ban Ki-Moon, de Luc-Marie Gnacadja du Bénin, comme nouveau secrétaire exécutif de la CLD. Plusieurs délégations ont reconnu qu'il est bien qualifié, ayant servi comme ministre de l'environnement, ayant étudié à la Harvard's Kennedy School of Government, et ayant acquis une expérience managériale importante dans le secteur privé. Toutefois, ils étaient intrigués quant au processus de sélection, déclarant qu'une plus grande transparence aurait été souhaitable et ont fait part de leur surprise quant à la hâte avec laquelle on s'est attelé à trouver un nouveau secrétaire exécutif. Peu de délégations avaient entendu parler de Gnacadja ou savaient qu'il était en lice avant que Ban Ki-Moon annonce sa nomination. Certains ont noté que la désignation d'un africain était probablement inévitable, après l'annonce par Ban Ki-Moon, en juillet, de son intention d'abolir le poste de Sous-secrétaire Général, conseiller particulier sur l'Afrique, ce qui a indisposé la communauté diplomatique africaine à New York. D'autres ont suggéré qu'ils auraient préféré voir un équilibre régional plus important, y compris au sein de l'Afrique, dans la désignation. En dépit des failles procédurales, les délégués ont fait remarquer que la désignation de Gnacadja pourrait donner à la Convention une deuxième chance de réussite parce qu'il n'est pas un candidat controversé. Quelques-uns ont souligné que le premier défi à relever par Gnacadja sera de rebâtir la confiance perdue entre le Secrétariat et les parties, en particulier à la CdP 7, suite à la controverse sur le budget du secrétariat.

En attendant, après la cérémonie d'ouverture, les participants entichés de stars se sont délectés de la présence du prince héritier et de la princesse durant la réception. Plusieurs d'entre eux sont restés en cercles concentriques autour du couple princier, se contentant de les admirer à distance, tandis que quelques uns ont pris des photos subtiles ou ont même été jusqu'à leur serrer la main.